



RAPPORT
DE LA
COUR INTERNATIONALE
DE JUSTICE

1^{er} août 1971 — 31 juillet 1972

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-SEPTIÈME SESSION
SUPPLÉMENT N° 5 (A/8705)

NATIONS UNIES

**RAPPORT
DE LA
COUR INTERNATIONALE
DE JUSTICE**

1^{er} août 1971 – 31 juillet 1972

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-SEPTIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 5 (A/8705)



NATIONS UNIES

New York, 1972

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Pages</i>
I. — Composition de la Cour	1
II. — Compétence de la Cour	
A. — Compétence de la Cour en matière contentieuse	1
B. — Compétence de la Cour en matière consultative	1
III. — Activité judiciaire de la Cour	
A. — Appel concernant la compétence du Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale	2
B. — Compétence en matière de pêcheries	2
C. — Demande de réformation du jugement n° 158 du Tribunal admi- nistratif des Nations Unies	2
D. — Suite donnée à l'arrêt rendu dans les affaires du <i>Plateau conti- nental de la mer du Nord</i>	2
E. — Suite donnée à l'avis consultatif rendu dans l'affaire des <i>Consé- quences juridiques pour les Etats de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie (Sud-Ouest africain) nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité</i>	3
IV. — Statut et Règlement de la Cour; questions administratives	
A. — Examen du rôle de la Cour	3
B. — Proposition d'amendement du Statut	3
C. — Révision du Règlement	4
D. — Cinquantenaire de l'institution du système judiciaire international	4
V. — Publications et documents de la Cour	4

1. Le présent rapport sur l'activité de la Cour internationale de Justice porte sur la période du 1^{er} août 1971 au 31 juillet 1972. Il fait suite au rapport 1970-1971¹, dont l'Assemblée générale a pris note le 17 décembre 1971.

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément n° 5 (A/8405).

I. — COMPOSITION DE LA COUR

2. La composition de la Cour n'a pas été modifiée depuis l'entrée en fonctions des cinq juges élus par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité le 27 octobre 1969. Le mandat de cinq autres membres de la Cour expirera le 5 février 1973. Les mesures nécessaires en vue de l'élection triennale destinée à pourvoir leurs sièges sont prises par le Secrétaire général (Statut de la Cour, art. 4 à 12).

3. Le Président et le Vice-Président de la Cour sont respectivement sir Muhammad Zafrulla Khan et M. F. Ammoun, élus par la Cour en février 1970 pour une période de trois ans.

4. Les autres membres de la Cour sont, dans l'ordre d'ancienneté : sir Gerald Fitzmaurice, MM. L. Padilla Nervo, I. Forster, A. Gros, C. Bengzon, S. Petrán, M. Lachs, C. D. Onyeama, H. C. Dillard, L. Ignacio-

Pinto, F. de Castro, P. D. Morozov et E. Jiménez de Aréchaga.

5. En vue de la prompt expédition des affaires, la Cour compose annuellement une chambre de procédure sommaire (Statut, Art. 29). Le 12 avril 1972, cette chambre a été constituée comme suit :

Membres :

Sir Muhammad Zafrulla Khan, MM. Ammoun, Padilla Nervo, Bengzon et Lachs.

Membres suppléants :

MM. Ignacio-Pinto et de Castro.

6. La Cour a appris avec un profond regret le décès, survenu en septembre 1971, de M. Levi Carneiro, juge de 1951 à 1954.

7. Le Greffier de la Cour est M. S. Aquarone et le Greffier adjoint M. W. Tait.

II. — COMPÉTENCE DE LA COUR

A. — COMPÉTENCE DE LA COUR EN MATIÈRE CONTENTIEUSE

8. A la date du 31 juillet 1972, les 132 Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que le Liechtenstein, Saint-Marin et la Suisse, sont parties au Statut de la Cour.

9. En outre, la Cour est ouverte à la République fédérale d'Allemagne et à la République du Viet-Nam dans les cas prévus par les déclarations qu'elles ont déposées au Greffe de la Cour en application de la résolution 9 (1946) du Conseil de sécurité en date du 15 octobre 1946.

10. Le 18 janvier 1972, le Gouvernement des Philippines a retiré son ancienne déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour en vertu de l'Article 36 du Statut et en a déposé une nouvelle auprès du Secrétaire général. En outre, la déclaration de la Turquie est venue à expiration le 23 mai 1972 et n'a pas encore été renouvelée.

11. Le nombre d'Etats reconnaissant comme obligatoire la juridiction de la Cour à l'égard de tout autre Etat acceptant la même obligation (dans certains cas avec réserves) est actuellement de 46.

12. Depuis le 1^{er} août 1971, quatre traités prévoyant la compétence de la Cour en matière contentieuse ont été enregistrés au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et signalés à la Cour : accord du 27 juillet 1961 entre le Liban et le Libéria relatif à la création et à l'exploitation de services aériens; protocole sur les privilèges et les immunités de l'Organisation

européenne de recherches spatiales ouvert à la signature le 31 octobre 1963; accord du 1^{er} décembre 1970 portant création d'une commission de lutte contre le criquet pèlerin en Afrique du Nord-Ouest; accord du 17 juillet 1971 entre le Royaume-Uni et le Ghana relatif à l'octroi au Gouvernement du Ghana d'un prêt spécial destiné à faciliter l'acquittement de dettes commerciales.

13. On trouvera au chapitre IV de l'*Annuaire 1971-1972* de la Cour des listes des traités et conventions en vigueur prévoyant la compétence de la Cour. En outre, la juridiction de la Cour s'étend aux traités et conventions en vigueur prévoyant le renvoi à la Cour permanente de Justice internationale (Statut, Art. 37).

B. — COMPÉTENCE DE LA COUR EN MATIÈRE CONSULTATIVE

14. Les organisations ci-après sont actuellement qualifiées pour demander à la Cour des avis consultatifs sur des questions juridiques :

Organisation des Nations Unies (Assemblée générale, Conseil de sécurité, Conseil économique et social, Conseil de tutelle, Commission intérimaire de l'Assemblée générale, Comité chargé des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif)

Organisation internationale du Travail

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Organisation mondiale de la santé

Banque internationale pour la reconstruction et le développement

Société financière internationale

Association internationale de développement

Fonds monétaire international

Organisation de l'aviation civile internationale

Union internationale des télécommunications

Organisation météorologique mondiale

Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime

Agence internationale de l'énergie atomique.

15. La compétence de la Cour en matière consultative fait également l'objet d'instruments internationaux dont on trouvera la liste au chapitre IV de l'*Annuaire 1971-1972* de la Cour.

III. — ACTIVITÉ JUDICIAIRE DE LA COUR

16. Au cours de la période considérée, la Cour s'est vu soumettre trois nouvelles affaires contentieuses et une affaire consultative. Réunie à partir du 12 avril 1972, elle a tenu 9 audiences publiques et 33 séances privées.

A. — APPEL CONCERNANT LA COMPÉTENCE DU CONSEIL DE L'ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE

17. Le 30 août 1971, le Gouvernement indien a soumis à la Cour une requête contre le Gouvernement pakistanais, par laquelle il a fait appel de la décision prise par le Conseil de l'OACI le 29 juillet précédent de se déclarer compétent dans un litige entre l'Inde et le Pakistan. Le Gouvernement indien ayant décidé le 4 février 1971, à la suite d'un détournement d'avion, de suspendre tout survol du Pakistan par des avions indiens et de retirer aux avions pakistanais l'autorisation de survoler son territoire, le Gouvernement pakistanais avait saisi le Conseil de l'OACI de cette question le 3 mars 1971 et le Gouvernement indien avait soulevé des exceptions préliminaires quant à la compétence du Conseil.

18. Le Président de la Cour étant ressortissant de l'une des Parties en cause, c'est le Vice-Président qui a fait fonction de président en l'affaire. Le Gouvernement indien a désigné M. Nagendra Singh comme juge *ad hoc*. Sous ces deux réserves, la Cour a siégé dans la composition indiquée aux paragraphes 3 et 4 ci-dessus.

19. Les délais pour le dépôt des pièces de procédure écrite (mémoire et réplique du Gouvernement indien, contre-mémoire et duplique du Gouvernement pakistanais) ont été fixés ou prorogés par ordonnances des 16 septembre et 3 décembre 1971 et des 19 janvier et 20 mars 1972. Ces pièces ont été présentées dans les délais prescrits et la procédure écrite s'est achevée le 16 mai 1972, date du dépôt de la duplique.

20. L'une des deux Parties ayant fait valoir que des questions concernant l'interprétation de la Convention de Chicago de 1944 relative à l'aviation civile internationale étaient en jeu, la Cour a fixé un délai pendant lequel l'OACI pouvait lui soumettre ses observations écrites. Le Secrétaire général de cette Organisation a fait connaître qu'elle n'avait pas l'intention de présenter des observations.

21. La procédure orale, qui s'est tenue au palais de la Paix du 19 juin au 3 juillet 1972, a occupé neuf audiences. S. E. le lieutenant général Yadavindra Singh, agent, et M. Palkhivala, conseil principal, ont présenté les thèses de l'Inde et S. E. M. Kharas, agent, et M. Yahya Bakhtiar, conseil principal, ont plaidé au nom du Pakistan².

² L'arrêt de la Cour a été rendu le 18 août 1972.

B. — COMPÉTENCE EN MATIÈRE DE PÊCHERIES

22. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a présenté à la Cour le 14 avril 1972 une requête introductive d'instance contre l'Islande et le 19 juillet 1972 une demande en indication de mesures conservatoires. L'affaire a pour origine la décision du Gouvernement islandais d'étendre de 12 à 50 milles marins à partir des lignes de base la limite de sa zone de compétence exclusive sur la pêche à dater du 1^{er} septembre 1972, décision que le Gouvernement britannique considère comme contraire au droit international.

23. La République fédérale d'Allemagne a présenté à la Cour le 5 juin 1972 une requête introductive d'instance contre l'Islande et le 21 juillet 1972 une demande en indication de mesures conservatoires. L'affaire a la même origine que celle qui a été introduite par le Royaume-Uni.

24. La Cour a décidé d'entendre les observations des Parties sur les demandes en indication de mesures conservatoires présentées dans ces deux affaires les 1^{er} et 2^e août 1972 respectivement³.

C. — DEMANDE DE RÉFORMATION DU JUGEMENT N° 158 DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES NATIONS UNIES

25. Le 3 juillet 1972, la Cour a été saisie d'une demande d'avis consultatif soumise par le Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif au sujet d'un jugement n° 158 rendu le 28 avril à Genève par le Tribunal administratif des Nations Unies dans l'affaire *Fasla c. le Secrétaire général*. En vertu de l'article 11 du Statut du Tribunal administratif, le Comité avait décidé le 20 juin 1972, sur requête de M. Fasla, de demander un avis consultatif à la Cour⁴.

26. Par ordonnance du 14 juillet 1972, la Cour a fixé au 20 septembre 1972 le délai pour la présentation d'exposés écrits conformément à l'Article 66, paragraphe 2, du Statut de la Cour.

D. — SUITE DONNÉE À L'ARRÊT RENDU DANS LES AFFAIRES DU PLATEAU CONTINENTAL DE LA MER DU NORD

27. Par arrêt du 29 février 1969 (*C. I. J. Recueil 1969*, p. 3), la Cour avait dit quels étaient les principes et règles de droit international applicables aux délimitations du plateau continental de la mer du Nord restant à opérer entre la République fédérale d'Allemagne et le Danemark d'une part et entre la République fédérale

³ Deux ordonnances ont été rendues le 17 août 1972.

⁴ Voir AT/DEC/158, A/AC.86/R.59 et A/AC.86/14.

d'Allemagne et les Pays-Bas d'autre part. Ainsi qu'ils en étaient convenus, les trois gouvernements intéressés ont négocié des délimitations suivant ces principes et règles, à la suite de quoi deux traités bilatéraux et un protocole tripartite ont été signés à Copenhague le 28 janvier 1971⁵.

28. En conséquence de ces délimitations, les zones du plateau continental de la mer du Nord relevant respectivement de la République fédérale d'Allemagne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord se sont trouvées avoir une limite commune. Après de nouvelles négociations, trois accords établissant ou amendant les délimitations du plateau continental entre le Royaume-Uni et chacune des trois Parties aux affaires du *Plateau continental de la mer du Nord* ont été conclus à Londres le 25 novembre 1971.

E. — SUITE DONNÉE À L'AVIS CONSULTATIF RENDU DANS L'AFFAIRE DES CONSÉQUENCES JURIDIQUES POUR LES ETATS DE LA PRÉSENCE CONTINUE DE L'AFRIQUE DU SUD EN NAMIBIE (SUD-OUEST AFRICAIN) NONOBTANT LA RÉOLUTION 276 (1970) DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

29. L'avis consultatif demandé à la Cour par le Conseil de sécurité dans sa résolution 284 (1970) du

⁵ Voir rapports de la Cour internationale de Justice 1968-1969 [*Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-quatrième session, Supplément n° 5 (A/7605 et Corr.1)*], par. 19 à 26, et 1970-1971 [*Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément n° 5 (A/8405)*], par. 24 et 25.

24 juillet 1970 a été rendu le 21 juin 1971 (*C.I.J. Recueil 1971*, p. 16).

30. Le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a adopté le 2 septembre 1971 un consensus dans lequel il a pris note de l'avis consultatif de la Cour⁶.

31. Après avoir examiné un rapport du Sous-Comité *ad hoc* pour la Namibie en date du 23 septembre 1971⁷ et après avoir discuté de la question au cours de 11 séances tenues du 27 septembre au 20 octobre 1971⁸, le Conseil de sécurité a adopté le 20 octobre, par 13 voix contre zéro avec 2 abstentions, la résolution 301 (1971) dans laquelle il a notamment déclaré qu'il prenait note de l'avis consultatif de la Cour et partageait l'opinion de la Cour exprimée dans le dispositif de cet avis consultatif⁹.

32. Le 21 décembre 1971, sur recommandation de la Quatrième Commission, l'Assemblée générale a adopté, par 111 voix contre 2 avec 10 abstentions, la résolution 2871 (XXVI) dans laquelle elle a pris note de l'avis consultatif de la Cour.

⁶ *Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-sixième année, S/10303*.

⁷ *Ibid.*, vingt-sixième année, S/10330.

⁸ *Ibid.*, vingt-sixième année, 1583^e à 1585^e, 1587^e à 1589^e, 1593^e à 1595^e et 1597^e à 1598^e séances.

⁹ Voir rapport de la Cour internationale de Justice 1970-1971 [*Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément n° 5 (A/8405)*], par. 21.

IV. — STATUT ET RÈGLEMENT DE LA COUR; QUESTIONS ADMINISTRATIVES

A. — EXAMEN DU RÔLE DE LA COUR

33. Par sa résolution 2723 (XXV) du 15 décembre 1970, l'Assemblée générale avait prié le Secrétaire général de transmettre un questionnaire aux Etats Membres et aux Etats parties au Statut de la Cour, afin que ceux-ci puissent présenter leurs vues et suggestions concernant le rôle de la Cour, et de préparer un rapport d'ensemble sur la base des opinions ainsi exprimées par les Etats et, si tel était son désir, par la Cour¹⁰. Ce rapport a été présenté par le Secrétaire général le 15 septembre 1971¹¹.

34. Le 25 septembre 1971, sur recommandation du Bureau, l'Assemblée générale a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa vingt-sixième session la question intitulée "Examen du rôle de la Cour internationale de Justice" et elle l'a renvoyée à la Sixième Commission. La Sixième Commission en a discuté lors de 12 séances tenues du 9 au 17 novembre et du 29 novembre au 1^{er} décembre 1971 et elle a inclus un résumé analytique des vues exprimées au cours de ce débat dans le rapport qu'elle a présenté à l'Assemblée générale le 10 décembre 1971¹².

35. Le 15 décembre 1971, sur recommandation de la Sixième Commission, l'Assemblée générale a adopté la résolution 2818 (XXVI) par laquelle elle a : invité

¹⁰ Voir rapport de la Cour internationale de Justice 1970-1971 [*Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément n° 5 (A/8405)*], par. 27 à 31.

¹¹ *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session*, point 90 de l'ordre du jour, document A/8382 et Add. 1 à 4.

¹² *Ibid.*, vingt-sixième session, Annexes, point 90 de l'ordre du jour, document A/8568.

les Etats Membres et les Etats parties au Statut de la Cour qui n'ont pas encore été en mesure de le faire à adresser leurs observations au Secrétaire général avant le 1^{er} juillet 1972; prié le Secrétaire général de présenter ces observations à l'Assemblée générale au cours de sa vingt-septième session; prié le Secrétaire général de transmettre à la Cour son rapport ci-dessus mentionné, ainsi que les comptes rendus des débats de la Sixième Commission; invité la Cour à présenter, si elle le souhaitait, son opinion sur le sujet; exprimé le vœu que la Cour achève aussi rapidement que possible la révision de son Règlement; et décidé d'inscrire la question à l'ordre du jour provisoire de sa vingt-septième session.

B. — PROPOSITION D'AMENDEMENT DU STATUT

36. Sur proposition de la Cour, l'Assemblée générale avait inscrit à l'ordre du jour de sa vingt-quatrième session, puis de sa vingt-cinquième session, une question intitulée "Amendement à l'Article 22 du Statut de la Cour internationale de Justice (Siège de la Cour) et amendements connexes aux Articles 23 et 28". A la fin de chacune de ces deux sessions, elle avait décidé, sur recommandation de la Sixième Commission, de renvoyer l'examen de la question et de prier le Secrétaire général de l'inscrire à l'ordre du jour provisoire de la session ordinaire suivante¹³.

¹³ Voir rapports de la Cour internationale de Justice 1968-1969 [*Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-quatrième session, Supplément n° 5 (A/7605 et Corr.1)*], par. 32 et 33, 1969-1970 [*Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Supplément n° 5 (A/8005)*], par. 26 à 30, et 1970-1971 [*Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément n° 5 (A/8405)*], par. 32 et 33.

37. Lors de sa 1939^e séance, tenue le 25 septembre 1971, l'Assemblée générale a décidé, sur recommandation du Bureau, de renvoyer de nouveau l'examen de la question et de prier le Secrétaire général de l'inscrire à l'ordre du jour provisoire de la vingt-septième session.

C. — RÉVISION DU RÈGLEMENT

38. Le Règlement adopté par la Cour le 6 mai 1946 (*C. I. J. Actes et documents n° 1*, 2^e éd., p. 54 à 83) était demeuré en vigueur sans modification depuis cette date. La Cour ne s'en était pas moins préoccupée constamment de sa procédure. Elle avait examiné s'il était souhaitable de procéder à une large révision du Règlement. Elle l'avait entreprise en 1967 et elle avait constitué un Comité de cinq membres chargé de lui soumettre des propositions à cette fin; la composition de ce Comité a été modifiée en 1970¹⁴.

39. Au cours de la période considérée, le Comité s'est réuni du 9 au 20 août 1971 et du 1^{er} au 14 mars 1972 et la Cour a repris ses discussions le 14 avril 1972. Bien qu'elle n'ait pas encore terminé la révision complète de son Règlement, elle a adopté le 10 mai 1972 des amendements concernant les articles qui lui ont paru appeler des modifications par priorité, en vue de rendre sa procédure aussi simple que possible, d'assurer une plus grande souplesse, d'éviter les retards et de simplifier aussi bien la procédure consultative que la procédure contentieuse, dans la mesure où de telles améliorations dépendent de la Cour. Sur les 85 articles

¹⁴ Voir rapports de la Cour internationale de Justice 1967-1968 [*Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-troisième session, Supplément n° 17 (A/7217 et Corr.1)*], par. 28 à 34, et 1970-1971 [*Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément n° 5 (A/8405)*], par. 34 à 36.

que compte le Règlement actuel, 18 seront amendés ou subdivisés; d'autre part de nouveaux articles seront ajoutés. Le nouveau Règlement contiendra ainsi 91 articles, dont 23 modifiés ou ajoutés.

40. Le texte du Règlement ainsi modifié (*C. I. J. Actes et documents n° 2*) a été immédiatement transmis aux Etats admis à ester devant la Cour, au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et aux organisations internationales autorisées à demander des avis consultatifs à la Cour. Il entrera en vigueur le 1^{er} septembre 1972, mais le Règlement actuel continuera de s'appliquer aux affaires soumises avant cette date, ainsi qu'aux phases successives de ces affaires.

41. La Cour poursuivra son travail sur la révision de son Règlement.

D. — CINQUANTENAIRE DE L'INSTITUTION DU SYSTÈME JUDICIAIRE INTERNATIONAL

42. Le 27 avril 1972, en présence de nombreuses personnalités parmi lesquelles les ministres des Affaires étrangères et de la Justice des Pays-Bas, la plupart des ambassadeurs ou chargés d'affaires accrédités aux Pays-Bas, les présidents de la Cour européenne des droits de l'homme et de la Cour de justice des Communautés européennes et plusieurs membres de la Cour permanente d'arbitrage et de la Commission du droit international, la Cour a tenu au palais de la Paix une séance solennelle pour célébrer le cinquantenaire de l'institution du système judiciaire international. Dans son allocution, le Président de la Cour a rappelé que la Cour permanente de Justice internationale avait tenu sa séance inaugurale dans la même salle le 15 février 1922, après quoi il a tracé un tableau de l'évolution et de l'avenir du règlement judiciaire international.

V. — PUBLICATIONS ET DOCUMENTS DE LA COUR

43. Les publications de la Cour sont distribuées aux gouvernements de tous les Etats admis à ester devant la Cour, ainsi qu'à toutes les grandes bibliothèques juridiques du monde; au surplus, la Cour participe en tant que de besoin au système des bibliothèques depositaires des publications des Nations Unies et au programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international. La vente des publications de la Cour est assurée par les sections des ventes du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et on peut se les procurer dans les librairies et agences spécialisées du monde entier. Un catalogue en est distribué gratuitement, avec mises à jour annuelles (dernière édition : 1972).

44. Les publications de la Cour comprennent actuellement trois séries annuelles : *Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances*, *Bibliographie des ouvrages et documents ayant trait à la Cour et Annuaire*. Les plus récents volumes des deux premières séries ont paru au début de l'année 1972 (*C. I. J. Recueil 1971* et *C. I. J. Bibliographie n° 25*) et le dernier volume de la troisième série (*C. I. J. Annuaire 1971-1972*) paraîtra en même temps que le présent rapport.

45. La Cour publie, sous le titre *Mémoires, plaidoiries et documents*, le dossier de chacune des affaires qui lui ont été soumises. Cette publication est imprimée aussitôt que possible après la fin de chaque

affaire. C'est ainsi que sont sortis de presse, au cours de la période considérée, les deux volumes de *Mémoires, plaidoiries et documents* concernant l'affaire des *Conséquences juridiques pour les Etats de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie (Sud-Ouest africain) nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité*. Il convient de noter que, avant même la clôture d'une affaire, la Cour peut, après avoir consulté les parties, communiquer les pièces de procédure écrite à tout gouvernement d'Etat admis à ester devant la Cour qui en fait la demande; elle peut aussi, avec l'assentiment des parties, mettre ces pièces à la disposition du public.

46. La Cour publie ses textes constitutifs dans une série intitulée *Actes et documents relatifs à l'organisation de la Cour*. Le Règlement modifié le 10 mai 1972 est paru dans cette série (*C. I. J. Actes et documents n° 2*).

47. La Cour diffuse régulièrement des communiqués de presse, des bulletins et des notes documentaires en vue d'informer les milieux juridiques, universitaires ou administratifs, ainsi que la presse et le public en général, sur ses fonctions, sa juridiction et son activité.

Le Président de la Cour internationale de Justice,

(Signé) ZAFRULLA KHAN

La Haye, le 1^{er} août 1972

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
